

## **MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**MARCHÉ RELATIF À DES PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE ET  
D'ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT DANS LE CADRE DE LA  
RÉALISATION DE NOUVEAUX ESPACE DE TRAVAIL À LA PREFECTURE  
DE LA VIENNE / BATIMENT HAUSSMANN**

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

RÉFÉRENCE DE LA CONSULTATION SUR LA PLACE :  
**2025-SGC86-PREF-MOE**

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 14 pages

# SOMMAIRE

<b>1. Présentation générale du marché.....</b>	<b>3</b>
1.1. Objet.....	3
1.2. Documents contractuels.....	5
<b>2. Exécution des prestations.....</b>	<b>5</b>
2.1. Compétences requises.....	5
2.2. Lieu d'exécution.....	6
2.3. Calendrier des opérations.....	6
2.4. <i>Évolution des prestations</i> .....	6
2.5. Plan de continuité d'activité.....	6
<b>3. Constatation de l'exécution des prestations.....</b>	<b>6</b>
3.1. Modalité d'admission de la prestation.....	6
3.2. Décisions en cas de non-conformité de la prestation constatée.....	6
3.2.1 <i>Réfaction</i> .....	7
3.2.2 <i>Ajournement, rejet</i> .....	7
<b>4. Prix.....</b>	<b>7</b>
4.1. Modalités de présentation.....	7
4.2. Modalités de détermination.....	7
4.3. Forme des prix.....	7
<b>5. Facturation et modalités de paiement.....</b>	<b>7</b>
5.1. Modalités de facturation.....	7
5.2. Établissement des factures électroniques.....	8
5.3. Modalités de paiement.....	8
<b>6. Organisation du titulaire.....</b>	<b>9</b>
6.1. Groupement.....	9
6.2. Sous-traitance.....	9
6.3. Clause sociale.....	9
<b>7. Droits et obligations du titulaire.....</b>	<b>9</b>
7.1. Droits du titulaire.....	9
7.1.1 <i>Avance</i> .....	9
7.1.2 <i>Acomptes</i> .....	10

71.3 Nantissement ou cession de créances.....	10
<b>8. Obligations du titulaire.....</b>	<b>10</b>
8.1. Désignation de correspondants auprès de l'administration.....	10
8.2. Garantie à première demande ou caution.....	11
8.3. Assurance.....	11
8.4. Conflits d'intérêts.....	11
8.5. Obligation d'information et de conseil.....	11
8.6. Confidentialité.....	11
8.7. Régime des droits de propriété intellectuelle.....	12
<b>9. Pénalités.....</b>	<b>12</b>
9.1. Pénalité pour retard d'exécution.....	12
9.2. Pénalité pour retard de transmission de documents.....	12
9.3. Pénalité pour absence à une convocation ou réunion.....	13
<b>10. Sanctions en matière de travail dissimulé.....</b>	<b>13</b>
<b>11. Résiliation du marché.....</b>	<b>13</b>
<b>12. Gestion des différends et des contentieux.....</b>	<b>14</b>
<b>13. Droit et langue.....</b>	<b>14</b>
<b>14. Dérogations au CCAG-PI.....</b>	<b>14</b>

## 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur du présent marché est la Préfecture de la Vienne – Place Aristide Briand – 86000 Poitiers représenté par Monsieur le Préfet du département de la Vienne.

L'ordonnateur est Monsieur le Préfet de la Vienne. Le comptable public assignataire est Monsieur le Trésorier Payeur Général de la Gironde.

### 1.1. OBJET

Le présent marché a pour objet la consultation d'une maîtrise d'œuvre d'exécution et d'accompagnement au changement dans le cadre de création de nouveaux espaces de travail.

Le Centre d'expertise et de ressources titres (CERT) de la Vienne, compétent en matière d'instruction des demandes de certificats d'immatriculation des véhicules, a été créé en novembre 2017.

Un projet au sein de l'hôtel de la préfecture conduit la Direction de la citoyenneté et de la légalité (DCL) à être relocalisée.

La DCL est venue densifier considérablement l'occupation des locaux du bâtiment occupé par le CERT, au moment où elle est confrontée à des enjeux forts de dématérialisation, notamment liés au déploiement de l'ANEF, administration numérique des étrangers en France.

Une réflexion a été engagée afin d'identifier les axes de travail mais aussi les difficultés induites par ce projet immobilier. Par ailleurs, les évolutions dans l'organisation du travail tant au CERT qu'à la DCL nécessitent la mise en place d'un processus d'accompagnement au changement qui permettra à l'ensemble des équipes et des managers de travailler à des espaces plus adaptés à leurs besoins.

### Périmètre géographique du marché

Le périmètre géographique du présent marché est le bâtiment Haussmann, annexe de la Préfecture de la Vienne, situé impasse des écossais 86000 Poitiers.

### Forme et durée

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 du CCP.

Il comprend 2 phases :

#### **Phase 1 : CONCEPTION :**

- Etudes APS -Macro et Micro zoning dans le cadre de l'accompagnement au changement
- Etudes avant-projet détaillé (APD)
- Permis de construire ou autorisation administrative
- Etudes projet
- L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (AMT)
- Coordination SSI
- Définition des équipements mobiliers, cahiers des charges mobiliers et guide d'achat, traitement de la signalétique

#### **Phase 2 : REALISATION :**

- VISA des études d'exécution
- Synthèse des études d'EXE
- Direction de l'exécution des travaux
- Coordination SSI
- Ordonnancement - Pilotage – Coordination
- Disposition et agencement mobiliers
- Assistance aux opérations préalables à la réception
- Ordonnancement - Pilotage – Coordination

Le marché est conclu pour une durée correspondant aux études et travaux réalisés, **soit 20 mois à compter de la date de sa notification**. Il n'est pas reconductible.

Il inclut une prestation supplémentaire éventuelle PSE n°1 : utilisation de maquettes 3D pour le macro et le micro zoning.

## **1.2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (ATTR1), à télécharger, dûment complété, daté et signé ;
- l'annexe financière (DPGF) dûment complétée et signée ;
- toutes les réponses aux questions et demandes de précisions apportées par l'administration pendant la phase de consultation des entreprises ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (Programme);
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) en cours de validité à la date de réception des offres ;
- l'offre technique du titulaire du marché constituée de son mémoire technique.

Seuls les originaux de ces documents, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font foi.

## **2. EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **2.1. COMPÉTENCES REQUISES**

Pour l'exécution des prestations attendues, le titulaire dispose des compétences suivantes :

- accompagnement au changement, co-construction / organisation des nouveaux espaces de travail au regard des besoins des utilisateurs
- architecture d'intérieur et ingénierie des bâtiments publics, analyse spatiale et capacitaire des bâtiments ;
- économie de la construction et analyse en coût global.
- fluides dont CVC / Electricité/ Informatique
- thermique
- acoustique
- ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

## **2.2. LIEU D'EXÉCUTION**

Préfecture de la Vienne, bâtiment Haussmann, impasse des Écossais 86000 Poitiers.

## **2.3. CALENDRIER DES OPÉRATIONS**

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des délais indiqués au programme et dans son offre.

## **2.4. ÉVOLUTION DES PRESTATIONS**

Pendant l'exécution du marché en application de l'article R.2194-2 du CCP, l'administration peut proposer au titulaire des modifications relatives aux prestations dans les limites de l'objet du marché ou accepter des modifications qui seraient proposées par le titulaire.

Toute évolution de la prestation est formalisée par un avenant.

## **2.5. PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ**

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute interruption dans le déroulement des prestations par tout moyen.

# **3. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

## **3.1. MODALITÉ D'ADMISSION DE LA PRESTATION**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises par le donneur d'ordre à des vérifications qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Le donneur d'ordre dispose de 10 jours ouvrés pour notifier sa décision après la remise des livrables relatifs à chaque phase.

Passé ces délais, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

**Le début d'exécution d'une phase n'est pas subordonné à la validation de la précédente.**

## **3.2. DÉCISIONS EN CAS DE NON-CONFORMITÉ DE LA PRESTATION CONSTATÉE**

Le donneur d'ordre transmet sa décision au titulaire, par un courriel dans un délai de 10 jours ouvrés après la remise du livrable.

Il précise sur l'avis de non-conformité les motifs et la décision prise sur le traitement de la prestation.

### **3.2.1 Réfaction**

Lorsque l'administration estime que des prestations ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

### **3.2.2 Ajournement, rejet**

Si les prestations réalisées ne sont pas conformes à la commande, le donneur d'ordre peut prononcer le rejet partiel ou total.

Le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations dans les mêmes conditions.

Le titulaire dispose de 10 jours ouvrés à partir de la notification de rejet partiel ou total de la prestation pour remettre le livrable prévu au titre de la prestation engagée.

Le titulaire ne peut demander aucun dédommagement ni somme supplémentaire à ce titre.

## **4. PRIX**

### **4.1. MODALITÉS DE PRÉSENTATION**

Les prix figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement et sont exprimés en euros hors taxes, avec deux décimales. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

### **4.2. MODALITÉS DE DÉTERMINATION**

Les prix des prestations sont forfaitaires et comprennent :

- tous les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- la concession des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais de déplacement éventuels ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- le suivi contractuel.

### **4.3. FORME DES PRIX**

Les prix sont fermes et non actualisables durant toute la durée du marché.

## **5. FACTURATION ET MODALITÉS DE PAIEMENT**

### **5.1. MODALITÉS DE FACTURATION**

La facturation est établie après l'attestation de service fait délivrée dans le délai fixé à l'article

Mission de Maîtrise d'œuvre et d'accompagnement au changement

[Retour au sommaire](#)

7/14

CCAP

Site : Préfecture de la Vienne, bâtiment Haussmann à Poitiers

### 3.1 du présent CCAP .

Les factures doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- les noms, adresse et numéro SIRET du titulaire ;
- le numéro de compte bancaire du titulaire tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- le nom du service bénéficiaire ;
- les nom et adresse du service destinataire de la facture ;
- le code d'identification du service exécutant en charge du paiement ;
- le numéro d'engagement juridique Chorus du marché ;
- le cas échéant, le numéro du bon de commande Chorus ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature et les quantités des prestations réalisées ;
- le prix unitaire ou le prix forfaitaire hors taxes (HT) ;
- le montant total HT ;
- le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- le montant total toutes taxes comprises (TTC).

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le donneur d'ordre.

En application de l'article R. 2193-10 du CCP, si le montant dû au(x) sous-traitant(s) est égal ou supérieur à 600 euros TTC, les factures de ce dernier doivent également indiquer :

- la qualité du sous-traitant présentant sa facture et le nom du titulaire du marché ;
- le n° SIREN du sous-traitant.

En cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter la demande de paiement.

## **5.2. ÉTABLISSEMENT DES FACTURES ÉLECTRONIQUES**

En application des articles L. 2192-1 à L. 2192-7, D. 2192-1 à D. 2192-2 et R. 2192-3 du CCP, le titulaire doit transmettre ses factures sous format électronique, via le portail public de facturation [Chorus pro](https://chorus-pro.gouv.fr), soit en saisissant les données de facturation, soit en déposant directement les fichiers au format .pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures sont transmises via le portail Chorus pro et libellées au nom du donneur d'ordre.

Les factures doivent faire figurer le comptable de rattachement en charge du paiement, ainsi que le code service exécutant (Code SE).

Le dépôt d'une facture sous format .pdf est unique. Pour un complément d'information sur les modalités de dépôt, le titulaire peut consulter le site communauté Chorus Pro dédié à la facturation électronique : [Lab Chorus Pro - Page d'accueil publique \(chorus-pro.gouv.fr\)](https://chorus-pro.gouv.fr).

## **5.3. MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le paiement est effectué par virement après ordonnancement, dans les conditions prévues par les articles L. 2192-10 à L. 2192-15 et R. 2192-10 à R. 2192-37 du CCP.

➤ En cas de co-traitance :



- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement ;
- Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-PI.

En cas de retard de paiement défini à l'article L. 2192-12 du CCP, des intérêts moratoires sont appliqués de droit en vertu des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à 36 du CCP.

## **6. ORGANISATION DU TITULAIRE**

### **6.1. GROUPEMENT**

Le titulaire du marché public peut être un groupement solidaire ou un groupement conjoint.

Si le titulaire est un groupement conjoint, son mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

En cas de groupement, le pouvoir adjudicateur demande à disposer d'un interlocuteur habilité à répondre pour l'ensemble des membres du groupement.

### **6.2. SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance est régie par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du CCP et la non présentation d'un sous-traitant entraîne l'application de la pénalité prévue à l'article 9.5 du CCAP.

Le contrat de sous-traitance peut être demandé par le pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire déclare un ou des sous-traitants durant l'exécution du marché public, il précise les capacités professionnelles et financières des sociétés déclarées et envoie le ou les formulaires de déclaration de sous-traitance ([DC4](#)) accompagnés des pièces justificatives.

### **6.3. CLAUSE SOCIALE**

Sans objet.

## **7. DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1. DROITS DU TITULAIRE**

#### **7.1.1 Avance**

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et 3 et Mission de Maîtrise d'œuvre et d'accompagnement au changement

[Retour au sommaire](#)

9/14

**CCAP**

Site : Préfecture de la Vienne, bâtiment Haussmann à Poitiers

R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le titulaire peut renoncer à l'avance. Dans cette hypothèse, mention en est faite sur l'acte d'engagement.

### **7.1.2 Acomptes**

Le versement d'acomptes est autorisé. Ceux-ci sont versés à la demande du titulaire et dans les conditions prévues aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du CCP.

Il est prévu dans le cadre de la réalisation des prestations objet du présent marché le versement de deux acomptes. Un acompte après la validation de la sous-partie de la phase 1 « Pré-programme – État des lieux et diagnostic pour un schéma directeur immobilier et planification environnementale » et un 2<sup>e</sup> acompte après la validation globale de la phase 1 « pré-programme ». Le premier acompte ne pourra être supérieur à 30 % du montant total de la phase 1 pré-programme.

### **7.1.3 Nantissement ou cession de créances**

Le présent marché public peut faire l'objet de cession ou nantissement de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article R. 2191-60 du CCP est désigné dans l'acte d'engagement.

## **8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **8.1. DÉSIGNATION DE CORRESPONDANTS AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION**

Le titulaire désigne comme interlocuteur de l'administration un chargé d'affaires qui est la personne qualifiée pendant toute la durée du marché pour prendre toute décision au nom du titulaire et assurer la conduite des prestations demandées.

Il est à même de répondre à toute question d'ordre fonctionnel et technique soumise par l'administration.

Au cas où l'un des intervenants du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire en avise immédiatement l'administration par courriel, et prend toutes les mesures nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, il est dans l'obligation de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'administration sous 5 jours.

Le titulaire signale à l'administration tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

## **8.2. GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

## **8.3. ASSURANCE**

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit un contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou leurs modalités d'exécution.

La cessation, l'annulation du contrat d'assurance ou la non production de l'attestation, sans que soit opérée immédiatement une substitution de garantie, constitue une faute grave et peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire après mise en demeure.

## **8.4. CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Le titulaire s'engage, pendant la durée d'exécution de la prestation, à ne pas accepter de missions susceptibles de le placer, de quelque façon que ce soit, en situation de conflit d'intérêts par rapport aux prestations attendues dans le cadre du présent marché.

## **8.5. Obligation d'information et de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil dans l'exécution des prestations et signale à l'administration le cas échéant tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou au contraire ce qui pourrait faciliter ou améliorer la prestation.

## **8.6. CONFIDENTIALITÉ**

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents et notamment des données et fichiers informatiques dont il peut avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché public, sauf accord exprès écrit du bénéficiaire.

Il ne peut se livrer à aucun commentaire public sur le présent marché, sans autorisation expresse du bénéficiaire.

Il s'engage à étendre cette obligation de secret de toutes les informations communiquées, y compris après l'expiration du marché public, à l'ensemble de son personnel et de ses sous-traitants éventuels.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui puisse prétendre à une indemnité.

Le titulaire ne peut faire un usage commercial de toute information de quelque nature que ce soit, objet du marché public, qu'il peut être amené à détenir à l'occasion de son exécution. Le titulaire et l'ensemble des personnes associées à l'exécution des prestations sont tenus à l'obligation de secret professionnel définie aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, y compris après l'expiration du marché public. Ils ne peuvent faire aucun usage commercial d'une quelconque information détenue ou recueillie lors de l'exécution du marché.

## **8.7. RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Le régime applicable aux connaissances antérieures et aux résultats est régi par les articles 32 à 35 du CCAG-PI.

## **9. PÉNALITÉS**

Des pénalités peuvent être mises en œuvre dans les conditions définies ci-après.

Les différents types de pénalités suivantes sont cumulables, le cas échéant. Aucune mise en demeure préalable n'est nécessaire pour appliquer les pénalités, qui sont déduites de la facture correspondante.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### **9.1. PÉNALITÉ POUR RETARD D'EXÉCUTION**

Tout retard dans la livraison de l'étude ou d'une tranche de livraison assortie d'un délai partiel donne lieu, sans mise en demeure préalable à l'application d'une pénalité forfaitaire fixée à **500 € par jour de retard**

Dans le cas de groupement, les pénalités ne sont pas partagées au prorata des montants des marchés de chaque entreprise. Le mandataire du groupement est directement redevable du montant de la pénalité.

### **9.2. PÉNALITÉ POUR RETARD DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS**

A chaque fois qu'il est requis du Titulaire la fourniture d'un document, par le Maître d'Ouvrage, qu'il s'agisse d'un document prévu au présent CCAP ou d'un document devenu exigible en cours d'exécution du marché, le Titulaire est redevable d'une pénalité d'un montant forfaitaire de **200 € par jour de retard**, sans qu'il soit besoin de lui adresser une mise en demeure.

### 9.3. PÉNALITÉ POUR ABSENCE À UNE CONVOCATION OU RÉUNION

Lorsque le Titulaire ne répond pas à une convocation du Maître d'Ouvrage, ou qu'il se fait représenter par une personne non habilitée à prendre les décisions, celui-ci s'expose à une pénalité d'un montant fixé à **500 €**.

## 10. SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles [L. 8221-3](#) à [L. 8221-5](#) du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, l'administration, conformément aux dispositions de l'article [L. 8222-6](#) du code du travail, peut résilier le présent marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au CCAG/PI.

## 11. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Conformément à [l'article L. 2341-6 du CCP](#), lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2341-1 à L. 2341-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public sans indemnité et, le cas échéant, avec une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Si postérieurement à la signature du marché, les documents et renseignements produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché public, s'avèrent inexacts, le marché public peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité, avec exécution des prestations, le cas échéant à ses frais et risques.

En cas de refus du titulaire de produire les pièces prévues à l'article [D. 8222-5](#) ou [D. 8222-7](#) et [D. 8222-8](#) du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le marché public peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée via la PLACE et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations nées du marché et 8 jours après une mise en demeure restée sans effet, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité et, le cas échéant, avec une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

En cas de résiliation du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'exécution de l'ensemble des prestations prévues pendant la période allant de la notification de la résiliation jusqu'à la date d'effet de celle-ci.

En cas de résiliation du marché public aux torts du titulaire, les prestations non effectuées sont réalisées à ses frais par une autre société.

Le titulaire est tenu de restituer dans un délai de 10 jours à compter de la résiliation du marché, sans formalités ni facturation supplémentaire, notamment, toutes données, tous documents, fichiers, outils et documentation en sa possession. Il s'engage à ne conserver aucune copie des éléments restitués.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par la PLACE.

## **12. GESTION DES DIFFÉRENDS ET DES CONTENTIEUX**

En cas de différend dans le cadre du présent marché public, il est fait application de l'article 43 du CCAG-PI.

Le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peuvent soumettre tout différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles L. 2197-1, R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

A défaut de règlement amiable, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux.

La survenance d'un litige entre les parties ne dispense pas le titulaire d'exécuter les prestations dans le respect du présent contrat, ni ne l'autorise à interrompre ou suspendre son exécution ou à en modifier les termes.

## **13. DROIT ET LANGUE**

Le présent marché public relève du droit français.

L'usage de la langue française est obligatoire. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché public, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

## **14. DÉROGATIONS AU CCAG-PI**

L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG-PI relatif aux pénalités.